Résolution sur la répression exercée contre les médias et la liberté d’expression au Kirghizstan

2023/2782(RSP) - 13/07/2023 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 391 voix pour, 41 contre et 30 abstentions une résolution sur la répression exercée contre les médias et la liberté d'expression au Kirghizstan.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, Renew, Verts/ALE, ECR et les députés.

Considéré depuis son indépendance en 1991 comme la plus démocratique des nations d’Asie centrale, le Kirghizstan a vu les normes démocratiques et les droits de l’homme se détériorer de manière alarmante.

Le Parlement a invité les autorités kirghizes à :

- respecter et défendre les libertés fondamentales, en particulier la liberté des médias et la liberté d'expression, conformément à l'accord de partenariat et de coopération renforcé entre l'UE et le Kirghizstan;

- cesser de soumettre Radio Azattyk et d'autres médias à des pressions sans précédent et garantir un environnement de travail sûr aux organisations de la société civile, aux journalistes et aux travailleurs des médias;

- libérer immédiatement tous les défenseurs des droits de l'homme, les travailleurs des médias et les journalistes détenus arbitrairement;

- abandonner toutes les charges contre les défenseurs des droits de l'homme, y compris Gulnara Dzhurabayeva, Klara Sooronkulova, Rita Karasartova et Asya Sasykbayeva, qui ont appelé à la transparence sur la décision du gouvernement de transférer le réservoir de Kempir-Abad en Ouzbékistan;

- révoquer et à retirer la loi controversée sur les «fausses informations» et à réviser les projets de loi sur les «représentants étrangers», les «médias de masse» et la «protection des enfants contre les informations préjudiciables», dite «loi sur la propagande LGBTI», qui sont tous incompatibles avec les engagements internationaux du Kirghizstan;

- s'abstenir de contourner les sanctions que l'UE a imposées à la Russie pour sa guerre d'agression contre l'Ukraine.